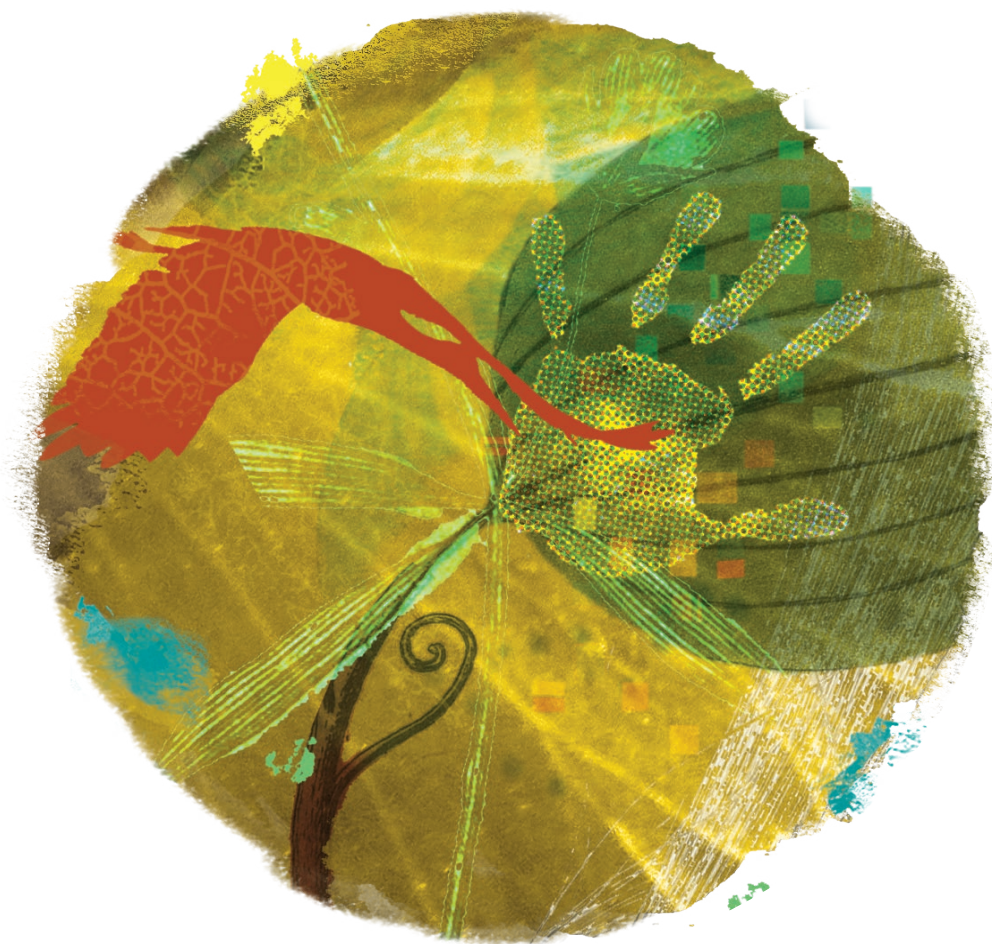


juin 2015

MANIFESTE

pour sauver le *Vivant*



ILS SOUTIENNENT
LE MANIFESTE...

Pierre Athanaze, président d'Action Nature Rewilding France.

Marc Bekoff, PhD, professeur émérite d'écologie et de biologie évolutive à l'Université du Colorado à Boulder, écrivain.

Allain Bougrain-Dubourg, journaliste, producteur, réalisateur de télévision, président de la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO).

Bernard Chevilliat, biologiste, fondateur et ancien président de Melvita, fondateur des éditions Hozhoni, directeur de la rédaction du magazine-livre « Ulteia ! ».

Yolaine de la Bigne, journaliste, fondatrice de Néo-Planète.

Marc Giraud, vice-président de l'Association pour la Protection des Animaux Sauvages (ASPAS), écrivain et chroniqueur animalier.

Alain Grosrey, PhD, professeur de littérature française, chercheur associé au CERIEC, Université d'Angers, écrivain et spécialiste du monde indien.

Sylvie Guillem, danseuse étoile.

Pierre Jouventin, PhD, éco-éthologue, ancien directeur de recherche en éthologie au Centre National de la Recherche Scientifique et directeur de laboratoire d'écologie au CNRS.

Nanditha Krishna, directrice-fondatrice de CPR Environmental Education Centre.

Sailesh Krishna Rao, PhD, directeur de Climate Healers Initiative for Transformation.

Andrew Linzey, PhD, professeur de théologie à l'Université d'Oxford, fondateur de l'Oxford Centre for Animal Ethics, vice-président de One Voice.

Clair Linzey, doctorante en théologie, co-directrice de l'Oxford Centre for Animal Ethics.

Pierre Mann, réalisateur, photographe animalier.

Fabrice Nicolino, journaliste, écrivain.

Corine Pelluchon, PhD, philosophe, professeure de philosophie à l'Université de Franche-Comté (Besançon). Spécialiste de philosophie politique et d'éthique appliquée.

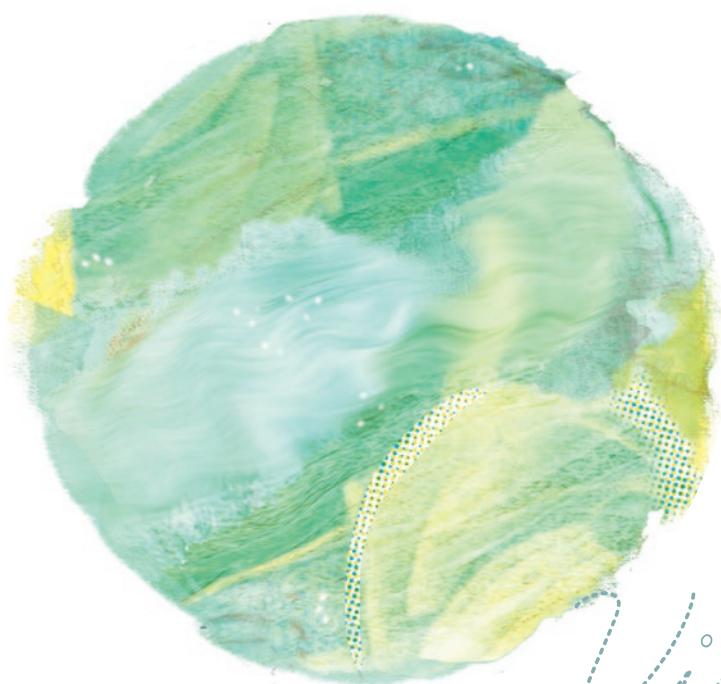
Matthieu Ricard, moine bouddhiste, auteur et photographe, docteur en génétique cellulaire, président et co-fondateur de Karuna-Shechen.

Michael Charles Tobias, PhD, écologiste global, anthropozoologue.



SOMMAIRE

INTRODUCTION	p. 7
I. EN GUERRE CONTRE LE VIVANT	p. 11
A. Des tyrans économiques	p. 11
B. En guerre	p. 12
II. UN EXEMPLE SIGNIFICATIF DE BIOCIDES : LA VIANDE	p. 13
A. Détérioration des éléments nécessaires à la vie.....	p. 14
B. Dégradation de la santé du vivant végétal, animal et humain. ...	p. 14
C. Altération de l'éthique et de toute équité.	p. 15
D. Pourquoi une telle marginalisation ?	p. 16
E. La réduction de la consommation de la viande n'est pas optionnelle	p. 17
III. NÉCESSITÉ D'UN NOUVEAU PARADIGME	p. 18
A. Une désinformation paradoxale.	p. 19
B. Nous pouvons y arriver.....	p. 19
IV. LES ALTERNATIVES DE ONE VOICE	p. 21
V. « POUR UN CHANGEMENT DE PARADIGME » EN CLAIR	p. 23
A. Révision de la Charte de l'environnement	p. 23
B. Mise en place d'une participation effective des citoyens	p. 24
C. Introduction d'un repas végétal dans la restauration collective ..	p. 25
EN GUISE DE CONCLUSION	p. 26



Vivant

INTRODUCTION

Le lien homme-nature ne peut être ROMPU

La 21^{ème} Conférence des Parties (COP21) sur le dérèglement climatique aura lieu du 30 novembre au 15 décembre 2015 à Paris. Son enjeu est crucial puisqu'il s'agit d'aboutir à l'adoption d'un premier accord universel et contraignant sur le climat pour maintenir la température globale en deçà de 2°C, ligne rouge dont le franchissement serait catastrophique pour la planète, ses habitants présents et futurs.

Même si tout un chacun connaît ces termes : réchauffement climatique, effet de serre, fonte des glaces, rehaussement du niveau de la mer, acidification des océans. Et la cause de ces phénomènes : le pillage systématique des ressources naturelles régi par une appétence de plus en plus démesurée du profit, au détriment de l'éthique et de toute forme de vie. Bien peu se sentent directement concernés : la menace a des airs de science-fiction.

Ce sentiment d'irréalité est renforcé par le double langage politique qui, d'un côté se veut alarmiste et de l'autre, donne son aval à la folie destructrice.

Le message envoyé peut ainsi être décrypté comme s'il n'y avait pas péril en la demeure !

Or justement, si.

Quel être laisserait piller sa maison en restant les bras croisés ?

La Terre est notre maison, celle de nos ancêtres et de nos enfants mais aussi celle de tous les êtres vivants non-humains.

C'est en son sein qu'est née la vie sous toutes ses formes.



80% des forêts,
puits de carbone
indispensables à la
respiration de la planète,
ont été détruits
dans la seconde moitié
du XX^{ème} siècle.

La vie si précieuse qui ne peut exister que par l'interdépendance de toutes ses manifestations.

Un terme d'ailleurs a été inventé en 1988 pour décrire ce lien entre tous les vivants : la biodiversité. Mot scientifique synonyme de nature.

Depuis son apparition, l'homme y a puisé de quoi s'alimenter, s'abriter, se couvrir. Le Néolithique qui marque le début de la domestication enclenche aussi un phénomène qui ira en s'accroissant : l'illusion d'un assujettissement de la nature à l'homme. Peu à peu, le lien de collaboration se muera en rapport de domination. L'ère industrielle sacrera l'homme, maître de la nature. Le modèle économique capitaliste ira plus loin en étant à l'origine d'une folie meurtrière contre le vivant.

Ce faisant, l'homme a oublié qu'il n'est qu'un maillon parmi les autres dans la grande symphonie de la nature.

Le chaos climatique lui renvoie le miroir de son orgueil et de sa démesure, tout en le remettant à sa place. En tuant le vivant, l'homme est en train de se tuer.

L'exemple le plus significatif est l'industrie de la viande à l'origine d'une chaîne de destruction commençant par le végétal et finissant, non par la mort de l'animal, mais par celle de la conscience.

L'enjeu principal dans la lutte contre le chaos climatique est le sursaut de cette conscience. Une conscience individuelle, collective, nationale et mondiale.

C'est seulement en refusant la lobotomisation par l'avoir que l'homme pourra être.

Remplacer la domination par la collaboration, l'égoïsme par l'équité, la destruction par la préservation, l'indifférence par la bienveillance ; tel est le défi que nous lance le chaos climatique.



Victimes de
l'agriculture industrielle,
les abeilles, principales
pollinisatrices,
sont menacées
d'extinction.

Vivant

I. EN GUERRE CONTRE LE VIVANT

« Quand l'homme blanc aura coupé le dernier arbre, pêché le dernier poisson et tué le dernier bison, il se rendra enfin compte que l'or ne se mange pas. »

Cette phrase amérindienne, si connue, mérite néanmoins par son actualité d'être citée encore et encore. En effet, le principal frein à un arrêt du pillage systématique de notre planète est l'argent.

A. DES TYRANS ÉCONOMIQUES

Dans la continuité de l'esclavage et de la colonisation, les grandes multinationales privatisent les ressources exceptionnelles de la nature au détriment de celle-ci, c'est à dire au détriment de la vie.

Une minorité s'attribue le bien de tous, qui plus est sans aucune considération pour les générations à venir.

La richesse véritable, la vie, se retrouve bradée pour l'obtention de richesses factices.

Végétaux, animaux et humains sont vandalisés, colonisés, esclavagisés sous le joug des tyrans argent, profit, rentabilité, compétitivité.

Ces tyrans, après avoir généré la situation catastrophique actuelle, non seulement

freinent la réparation mais aussi se parent parfois, pour mieux masquer leurs forfaits, de vertus philanthropiques voire écologiques.

La gouvernance mondiale semble captive du système économique capitaliste. Voilà près de 40 ans que les conférences mondiales sur le climat se succèdent tandis que les dégradations ne cessent d'augmenter.

Ce n'est pas un hasard si les climato-sceptiques sont aussi ceux qui polluent le plus.

La crise financière actuelle augmente la procrastination. Certains voudraient faire croire que la résolution de la crise climatique est ralentie par celle de l'économie.

Or la crise climatique, provoquée par l'avidité et la cupidité, est un formidable catalyseur pour changer une économie basée sur l'exploitation et la destruction, et inventer de nouveaux modes de vie et de production basés sur l'interdépendance de toute forme de vie.

Pour réussir cette mutation nous devons cesser la guerre contre le vivant.

B. EN GUERRE

La politique économique actuelle repose sur le principe de dépendance au capital. Les sociétés des pays riches sont régies par un consumérisme incessant et savamment entretenu.

Pour beaucoup vivre est synonyme de consommer. Le pire est que ce modèle est convoité par les pays émergents. Quant aux autochtones « rebelles » qui refusent ce principe, ils se trouvent acculés à un choix cornélien : écocide ou « éconocide » ?

En effet toute cette politique repose sur un seul et même principe, la guerre contre le vivant.

De la privatisation des semences à la déforestation, de l'extraction des énergies fossiles à la confiscation des terres, de la contamination de l'eau à la pollution de l'air, du massacre des animaux terrestres et marins à la fabrication et la vente d'armes de destruction massive, tous les secteurs du vivant sont attaqués.

Cette stratégie basée sur la destruction est profondément mégalomane et schizophrène.

Comme toute dictature, sa fin est programmée dans sa démesure même.

Mais, vu que le temps nous est compté, il est nécessaire de déclencher au plus vite une révolution.

Le « biocide » programmé est d'autant plus dangereux qu'il est pernicieux.

L'élevage industriel, cause conséquente du chaos climatique, illustre la désinformation caractéristique des principaux responsables de la destruction de la planète.

II. UN EXEMPLE SIGNIFICATIF DE «BIOCIDE» : LA VIANDE

De toutes les activités humaines empêchant la terre de tourner rond, il y en a une qui, bien que de moins en moins confidentielle, reste néanmoins peu évoquée : l'élevage industriel. En clair, la fabrique de la viande¹.

Pourtant cette activité est l'illustration la plus significative de la guerre contre le vivant mais aussi de l'interdépendance de toutes les manifestations de ce dernier.

En effet, les moyens de plus en plus concentrationnaires mis en place depuis 50 ans pour «fabriquer de la viande» sont les causes les plus démonstratives de :

- la détérioration des éléments nécessaires à la vie : l'air, la terre et l'eau,
- la dégradation de la santé du vivant végétal, animal et humain,
- l'altération de l'éthique et le mépris de l'équité.

A. DÉTÉRIORATION DES ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES À LA VIE

- L'air

La contribution de la fabrication de la viande aux gaz à effet de serre (GES) dépasse celle de toutes les formes de transport dans le monde² et elle est plus importante que les émissions anthropogéniques totales de GES de la première puissance économique mondiale, les États-Unis³. L'élevage est aussi la plus importante source d'émissions de méthane (CH₄) et de protoxyde d'azote (N₂O), des GES qui sont bien plus néfastes pour la planète que le dioxyde de carbone (CO₂). Le N₂O est issu principalement du fumier et des engrais et le CH₄ provient du processus de digestion des ruminants⁴.

- La terre

La majorité des terres agricoles de la planète est dédiée à l'élevage, que ce soit pour les pâturages ou la production de céréales destinées au bétail.

L'intensité de la production ignore les méthodes traditionnelles de préservation des sols qui, selon la FAO, présentent «des niveaux alarmants de dégradation».

L'exigence de production massive du bétail et de ses aliments entraîne la recherche de sols et est à la source de la déforestation qui à elle seule représente un écocide.

- L'eau

La production de bétail nécessite de grandes quantités d'eau, notamment pour l'irrigation des cultures produisant les aliments, pour l'abreuvement et le lavage des animaux⁵.

Pour produire un kilo de bœuf, de porc ou de poulet, il faut consommer respectivement neuf fois plus, quatre fois plus et trois fois plus d'eau que de céréales⁶. Les systèmes d'élevage intensif exercent une forte pression sur les eaux de surface et sur les sources souterraines.

Les océans, déjà fortement perturbés par les GES, paient eux aussi un lourd tribut. Environ 30 millions de tonnes de poisson, soit plus du tiers des prises dans le monde, sont pêchées chaque année pour fabriquer des farines et des huiles essentiellement destinées à nourrir les poissons, les poulets et les porcs élevés en batterie⁷. Cela représente entre 450 et 1000 milliards de poissons⁸.

B. DÉGRADATION DE LA SANTÉ DU VIVANT VÉGÉTAL, ANIMAL ET HUMAIN

Depuis trois ou quatre décennies, de plus en plus d'études scientifiques ont mis en évidence les graves menaces que la production intensive de mammifères, d'oiseaux et de poissons destinés à être mangés représente pour la santé humaine.

Est-ce si étonnant ?

La chaîne alimentaire industrialisée est délétère. Les cycles ne sont pas respectés. On ne cultive pas : on produit, on rentabilise⁹.

La moindre tomate ou pomme est une bombe potentielle de pesticides. Non seulement les animaux d'élevage sont gavés d'aliments malsains, mais ils sont bourrés d'antibiotiques pour survivre aux conditions d'élevage.

Comme l'homme est au sommet de la chaîne alimentaire, il n'est pas difficile de deviner qu'il ingurgite un cocktail de poisons.

Maladies cardiaques, diabètes, cancers, allergies sont en augmentation.

La chaîne infernale ne s'arrête pas là. L'utilisation généralisée d'antibiotiques dans les élevages industriels, pour traiter ou éradiquer les épidémies liées aux conditions d'élevage et pour accélérer la croissance des animaux, a entraîné l'apparition de bactéries résistantes à des antibiotiques nécessaires pour soigner des maladies humaines.

C. ALTÉRATION DE L'ÉTHIQUE ET DE TOUTE ÉQUITÉ

L'élevage et l'agriculture industriels étaient censés nourrir la planète. Fondés sur l'irrespect des cycles naturels, le rendement et la cruauté, ils n'ont fait que la détruire.

Ces deux activités sont aussi source d'accentuation d'inégalités entre les riches et les pauvres tant au niveau des

pays que des humains.

Les ressources alimentaires et en eau sont largement utilisées au détriment des populations locales. Ainsi 775 millions de tonnes de céréales sont produits dans les pays en voie de développement pour nourrir le bétail des pays riches alors que ces denrées pourraient servir à nourrir la population locale.

Pour les mêmes raisons, les écosystèmes de ces pays ont été fortement appauvris au détriment de la population.

Les ressources alimentaires des océans sont, de même, pillées pour faire de la viande aux dépens des populations locales : les porcs consommeraient respectivement six fois plus de poisson que les consommateurs américains et japonais, et les poulets deux fois plus¹⁰.

En 2025, selon les estimations de la FAO, 1,8 milliards de gens vivront dans des pays ou dans des régions où la pénurie d'eau sera « absolue » (<500 m³ par an et par habitant), et les deux tiers de la population mondiale vivront dans des conditions « de crise » (entre 500 et 1000 m³ d'eau par an et par habitant)¹¹.

Le cynisme à l'égard des êtres humains n'a d'équivalent que la cruauté avec laquelle les animaux sont traités dans les élevages industriels et les abattoirs.

Ce que les Anciens savaient d'instinct, à savoir le lien qui nous unit aux animaux, a été confirmé par les recherches en éthologie. Loin d'être des machines, ceux-ci sont des êtres sentients cherchant le bien-être et craignant la souffrance, comme nous. Contre toute attente, malgré cela, on assiste à leur réification : 60 milliards d'êtres de chair et de sang sont

transformés chaque année en machines à viande, à lait ou à œufs. Ils sont incarcérés, dénaturés, broyés.

Le manque d'égards et de respect envers les humains et les animaux est lié¹². Tous les êtres vivants sont broyés avec le même cynisme et la même cruauté.

D. POURQUOI UNE TELLE MARGINALISATION ?

Bien que le GIEC ait signalé la nécessité de réduire la consommation de viande, cette information, pourtant cruciale, ne semble guère relayée sinon de manière ponctuelle.

Le déni ou du moins l'atténuation de l'impact dévastateur de l'industrie de la viande est dû à plusieurs facteurs dont voici quelques exemples.

Le premier est d'ordre culturel. En effet, dans un pays largement agricole comme la France, il perdure une image quasi romantique de la campagne où paissent les vaches et les moutons... On n' imagine guère, ou on ne veut pas imaginer, les centres où ces êtres vivants sont traités comme de vulgaires objets.

Le Salon de l'agriculture en est l'illustration la plus spectaculaire.

La notion de terroir est extrêmement importante. Bien vivre, c'est bien manger et l'alimentation carnée a longtemps bénéficié d'un bonus en la matière.

Même si aujourd'hui le courant s'inverse, les habitudes sont quasi ataviques.

En témoigne la chute seulement ponctuelle de vente de viande respectivement bovine, ovine et de poulet après les graves crises sanitaires de 1996, 2001 et 2005.

De plus, la viande était un mets de riches qui, grâce (!) à l'industrie, est devenue accessible aux foyers les plus modestes.

Ce sont encore eux qui pâtiennent le plus de cet empoisonnement.

Le deuxième facteur est la puissance des lobbies qui font de la problématique de la viande une forteresse quasi impenable car générant un flux économique important.

Se servant des éléments du premier facteur, amour de la campagne et valorisation du terroir, ils sont à la source d'une désinformation de masse. Il suffit de regarder les campagnes publicitaires rivalisant de cynisme pour mieux s'en convaincre.

Le dernier facteur est l'égoïsme. Les intérêts égoïstes des industriels qui ne pensent qu'à leur rendement, ceux des politiques asservis au suffrage et celui du consumérisme de chacun d'entre nous. Quand on voit, par exemple à Paris, que malgré l'air irrespirable et le ciel gris, seule la peur du gendarme empêche tout un chacun de prendre sa voiture lors des pics de pollution, on mesure l'ampleur de la tâche en ce qui concerne la viande puisque nous n'avons sous les yeux aucun élevage ni abattoir, aucune forêt dévastée et encore moins de population affamée.

E. LA RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION DE LA VIANDE N'EST PAS OPTIONNELLE

En 2050, la planète comptera 9 milliards de personnes.

Le rapport de 3,6 entre les animaux dits d'élevage et les hommes, prévu pour 2050, a été atteint en 2007¹³. Si nous continuons ainsi, il n'y aura ni assez de terres ni assez d'eau pour produire la quantité nécessaire de céréales destinées aux animaux. Les industries alimentaires et d'élevage devraient dépasser à elles seules le plafond de 2°Celsius.

Comme il prépare l'après-pétrole, le gouvernement français est déjà en train de plancher sur l'après-viande. Il a ainsi commandité une plateforme de recherche de protéines d'origine non animale.

De doux dingues, les végétariens ont été

ensuite taxés de « bobo » avant de faire figure de précurseurs. En effet, proclamer son végétarisme ne suscite plus de ricanements mais plutôt un certain embarras. Pourquoi ?

Parce que l'alimentation carnée est l'illustration la plus immédiate de l'irrespect du vivant et la manifestation la plus significative du bafouement des valeurs de la démocratie et de la solidarité mondiale.

Comment apprendre à nos enfants le respect d'autrui en leur servant un morceau de cadavre ?

Comment accepter que les plus pauvres soient exposés à la famine ou la malbouffe ?

La diminution de la consommation de la viande, ou mieux son abolition, est non seulement obligatoire dans la lutte contre le chaos climatique, mais aussi constitutive de la construction d'un nouveau paradigme pour bâtir un monde juste et équitable.



III. NÉCESSITÉ D'UN NOUVEAU PARADIGME

┌ « C'est une triste chose de songer que la Nature parle et que le genre humain ne l'écoute pas. »

Victor Hugo ┐

Que nous le voulions ou non, la problématique actuelle n'est pas tant le chaos climatique que la politique économique qui l'a généré¹⁴.

Si celle-ci n'est pas changée en profondeur, il n'y a aucune chance de réussite.

Un changement radical de paradigme se révèle nécessaire et... impérieux.

La bonne nouvelle, c'est que nous avons toutes les capacités et les compétences pour opérer ce changement. La mauvaise est que nous avons très peu de temps.

Toutefois, c'est quand on touche le fond que l'on a la possibilité de donner le coup de pied salvateur. Or nous avons touché le fond. C'est bien sûr dommage mais, au moins, n'avons-nous plus le choix !

Le gouvernement français en est bien conscient. Il déclare, en effet, sur le site dédié à la COP 21, « *Paris 2015 doit incarner un changement de paradigme : lutter contre le défi climatique ne signifie pas un nécessaire "partage du fardeau" des émissions, mais constitue surtout une opportunité de créations d'emplois et de richesses, d'invention de nouveaux modes de production et de consommation.* »

Pour se concrétiser, cette louable aspiration a besoin de l'adhésion des citoyens. Loin d'être des spectateurs, ils doivent prendre conscience, par-delà les clivages associatifs ou politiques, de leur rôle actif dans cette mutation.

Encore faudrait-il que tous soient informés convenablement.

A. UNE DÉSINFORMATION PARADOXALE

Selon un sondage de fin d'année 2014, les vœux des Français pour 2015 concernaient la santé, considérée par 71 % des sondés, comme la « clef du bonheur ».

Paradoxalement les Français situent l'environnement (3%) et la transition énergétique (9 %) au dernier rang de leurs priorités.

Ce désintérêt pour l'environnement et sa contradiction avec l'aspiration à la santé, sont révélateurs d'un dysfonctionnement dans l'information.

Fondée sur l'immédiateté et l'émotionnel, l'information a peu d'impact dans la durée et de ce fait demeure stérile.

En effet, l'information sur le climat est bien souvent opaque, difficile à appréhender, voire rébarbative.

Elle semble être destinée à une catégorie privilégiée.

Enfin, au lieu d'être présentée comme un formidable levier pour extirper la société des multiples crises qui l'étouffent, notamment la crise économique, la lutte contre le chaos climatique souffre d'une image déprimante.

Le terme de décroissance, souvent allié à la problématique du climat, en est l'illustration. L'aspiration de chaque être est la montée, non la descente.

Il reste un terme à inventer qui engloberait une nouvelle forme de croissance et d'évolution assez attractif pour séduire et fédérer.

B. NOUS POUVONS Y ARRIVER PAR...

- LA RÉSISTANCE

Les premières raisons d'être optimistes : nos capacités d'indignation sont intactes. Reste à les mettre au service de celles de la résistance.

Depuis des années une aspiration collective au changement de paradigme est née. Les hommes politiques, qui ne cessent de se servir du concept de changement dans leurs slogans, l'ont bien compris même si leur utilisation est induue !

Des îlots de résistance se forment ça et là. Chacun à sa manière résiste sur le plan de plus de justice sociale, plus de respect pour l'environnement ou pour les animaux. Leur point commun est leur croyance en la valeur intrinsèque de la vie.



Berceau de la vie
et poumon de la Terre,
le Grand Bleu est pollué,
dévasté et vandalisé.

Toutefois, pour se transformer en un immense continent de résistance contre l'injustice, la cruauté et le cynisme, il leur manque une vision fondée sur l'interdépendance.

- UNE VISION HOLISTIQUE

Seule une vision holistique des crises qui frappent la planète et ses habitants peut contribuer efficacement au changement de paradigme.

Crises sociale, économique, politique, environnementale sont inextricablement liées : lutter contre l'une c'est lutter contre les autres.

La dystopie que représente le paradigme capitaliste a intérêt à faire passer les causes de ces luttes pour des utopies et trouve son intérêt dans leur fragmentation.

Elle applique en cela une technique des plus primaires : diviser pour mieux régner. Cette technique est l'antithèse de celle de la nature dont la capacité de résilience se situe dans l'interconnexion et la collaboration.

- L'OBSERVATION DE LA NATURE

Il y a une chose que nous oublions, c'est que la nature était là bien avant l'apparition de l'espèce humaine et qu'il est fort probable qu'elle sera là après sa disparition.

A l'échelle du temps, notre espèce pourrait être victime de son inadaptation aux codes de la vie.

L'hyper production, l'hyper consommation, l'hyper individualisme sont autant de démences mortifères inexistantes dans la nature.

Une simple connexion aux codes qui régissent le bon fonctionnement de la vie dans la nature rétablit l'équilibre.

C'est en observant la nature que notre espèce a pu survivre. C'est en renouvelant cette observation que nous trouverons la clef de notre survie.

Oui, la nature parle et ces dernières années, elle hausse même le ton : les cyclones et les séismes sont plus violents, des espèces disparaissent, les uns meurent de faim tandis que d'autres succombent à leur obésité, les vaches deviennent folles et les poules ont la grippe !

Elle nous dit que nous avons dépassé les bornes et nous exhorte à redécouvrir l'essentiel : la vie dans toute sa beauté, sa diversité et sa fragilité.

Nous le savons tous au plus profond de notre être. L'aspiration à cette communauté du vivant n'a jamais été aussi prégnante alors même qu'elle est menacée.

C'est cette aspiration qui constitue le levier pour accéder au nouveau paradigme.

La mise en place de ce dernier ne sera possible qu'en cessant la guerre au vivant. Nous ne résoudrons ni la crise du climat, ni la crise économique sans ce préalable.

Cette exigence de Paix nécessite de mettre notre ingéniosité, notre inventivité non plus au service de la destruction et de la domination mais au service de la préservation et de l'équité.

Pour cela, le plus grand défi n'est ni technique ni scientifique mais éthique.

IV. LES ALTERNATIVES DE ONE VOICE

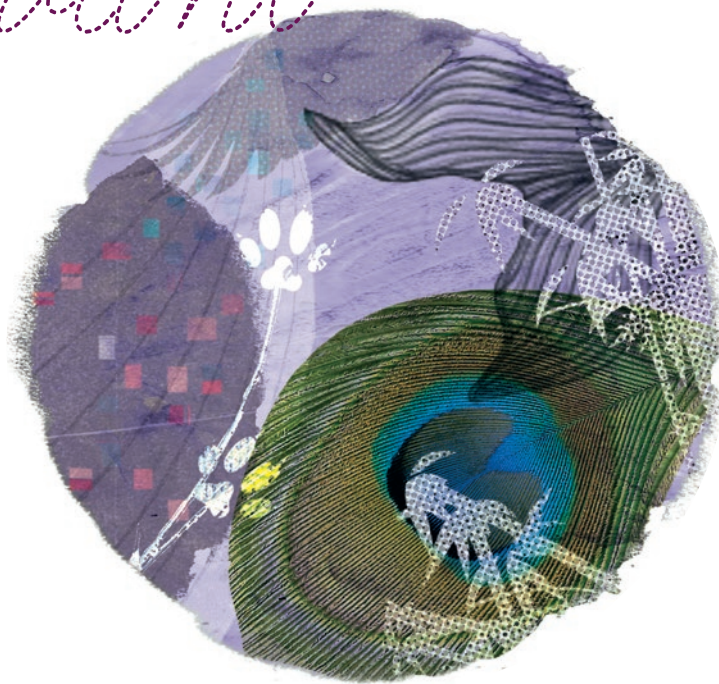
Partant du constat du biocide de la nature - dont la production de la viande est l'exemple le plus significatif - et considérant que ce n'est qu'en revenant aux valeurs fondamentales de la démocratie que nous pourrons parvenir à la réconciliation avec le vivant dans nos modes de production et de consommation, ONE VOICE lance sa campagne « **Je change de paradigme** ».

La liberté, l'égalité et la fraternité, selon les principes d'interdépendance, doivent être appliquées dans tous les domaines du vivant : environnementaux, animaux et humains.

Dans ce but, la campagne « **Je change de paradigme** » de ONE VOICE, appelle à une mobilisation citoyenne afin de demander à la France :

1. de réviser la Charte de l'environnement en vue d'inscrire les principes d'interdépendance et de transparence au nombre des valeurs constitutionnelles pouvant être invoquées directement par les citoyens,
2. de mettre en place une participation effective des citoyens à l'adoption des textes normatifs ayant un impact sur le climat,
3. d'annuler d'ores et déjà le décret et l'arrêté sur la restauration dans les cantines scolaires et de proposer dans la restauration collective, parmi les différents repas, un repas végétal.

Vivant



V. LA CAMPAGNE DE ONE VOICE « JE CHANGE DE PARADIGME » EN CLAIR

A. RÉVISION DE LA CHARTE DE L'ENVIRONNEMENT

- POURQUOI ?

Il est du devoir de chaque État de donner les moyens aux citoyens de pouvoir agir pour protéger la planète par des choix éclairés de consommation ou en participant de façon effective à l'élaboration de la réglementation impactant sur l'environnement.

À la veille du COP21, la France déclare qu'elle souhaite **obtenir une transformation du modèle économique et sociétal pour un monde décarboné, dans le souci de préserver l'avenir de l'humanité.**

Force est de constater que cette déclaration est à ce jour purement incantatoire.

La France a certes introduit en 2004 la Charte de l'environnement dans le préambule de sa Constitution du 4 octobre 1958.

Cette Charte se décline en dix articles portant sur les droits et devoirs liés à la

protection de l'environnement avec notamment en son article 7, l'institution d'un droit à l'information et à la participation du public aux décisions ayant une incidence sur l'environnement.

Article 7. Toute personne a le droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement.

Bien qu'omniprésent le principe d'interdépendance du vivant ne ressort pas explicitement de ce texte.

Or, notre planète est faite de réseaux d'interdépendances connectant les différentes vies qui l'habitent et la composent. Les individus quelle que soit l'espèce à laquelle ils appartiennent s'intègrent inextricablement dans ces chaînes d'interdépendance.

Il est donc nécessaire que les politiques considèrent l'impact de leurs décisions sur la planète et que ces principes soient pris en compte dans la législation et la réglementation françaises.

- COMMENT ?

- a. en intégrant les principes d'interdépendance et de transparence dans la Charte de l'environnement pour protéger la biosphère et les générations futures,
- b. en permettant, ainsi, aux citoyens de pouvoir invoquer ces principes constitutionnels devant les tribunaux.

B. MISE EN PLACE D'UNE PARTICIPATION EFFECTIVE DES CITOYENS

- POURQUOI ?

Tout citoyen devrait ainsi avoir la possibilité de consommer des produits ou des services obéissant à une éthique globale (animale, environnementale et humaine), de même que de s'opposer à l'adoption de textes ou de décisions qui impactent sur le climat et ce, tant au nom du principe de précaution qu'au nom du principe d'interdépendance.

Pour pouvoir agir juste, encore faut-il avoir connaissance des réactions générées par nos comportements.

L'application du principe d'interdépendance ne peut s'envisager en dehors du principe de transparence qui repose lui-même sur une information et une éducation effectives des citoyens.

L'article 7 de la Charte a conduit à la censure de plusieurs textes par le Conseil constitutionnel saisi par les citoyens dans le cadre de la « QPC » (Question prioritaire de constitutionnalité).

Sur le fondement de l'article 7 le législateur a également institué une consultation du public par voie électronique sur les décisions concernant le droit de l'environnement, prévue par les articles L120 et suivants du Code de l'environnement et L914-3 du Code rural et de la pêche maritime.

Le statut du lanceur d'alerte a parallèlement été créé sous l'influence du droit anglo-saxon (les *whistleblowers*).

Cependant les citoyens ne peuvent toujours pas saisir le Conseil constitutionnel directement pour solliciter l'annulation de lois avant leur promulgation impactant l'environnement. De la même façon, les citoyens doivent justifier d'un intérêt à agir spécifique pour saisir un tribunal d'une infraction à la réglementation qui concerne l'environnement et/ou les animaux.

La consultation du public prévue par le Code de l'environnement a une portée limitée quant aux décisions concernées et quant aux moyens d'action des citoyens eux-mêmes.

Quant aux lanceurs d'alerte, seul le statut concernant les salariés a été défini par la loi.

Il convient donc de rendre cette participation des citoyens plus effective.

- COMMENT ?

- a. en instaurant la possibilité pour chaque citoyen de saisir directement le

tribunal au nom de l'Etat pour les infractions afférentes à l'environnement et aux animaux, en s'inspirant pour se faire de la procédure anglo-saxonne « *qui tam* » qui existe pour les délits financiers (un citoyen peut engager des actions à l'encontre de l'Etat ou des tiers pour protéger les intérêts de la Nation),

b. en modifiant la procédure de consultation du public sur les textes impactant l'environnement et les animaux afin de la rendre plus effective : allonger les délais de consultation, traiter de façon transparente les avis émis, généraliser des référendums locaux,

c. en créant un véritable statut des « lanceurs d'alerte » en matière d'atteinte à l'environnement et aux animaux (les associations auraient ainsi la possibilité de dénoncer sans risque les conditions de détention des animaux dans les élevages),

d. en sensibilisant les générations futures dans le cadre d'un enseignement obligatoire au principe de l'interdépendance du vivant, et de la responsabilité qui découle des choix que l'on fait.

C. ANNULATION DU DÉCRET ET DE L'ARRÊTÉ SUR LA RESTAURATION SCOLAIRE

- POURQUOI ?

Les textes en vigueur (Décret n° 2011-1227 du 30 septembre 2011 et arrêté du 30 sep-

tembre 2011) imposent que les repas servis dans la restauration scolaire contiennent des produits d'origine animale : viande et/ou poisson et produits laitiers, et ce alors même que la consommation de ces produits est une source d'émissions de gaz à effet de serre et que le GIEC recommande une diminution importante de sa consommation.

À partir de l'instant où les chaînes d'interdépendance sont identifiées, il devient vital de pouvoir adopter un mode de vie en cohérence avec la protection des éléments qui les composent mais également d'avoir le pouvoir de s'opposer aux mesures qui la mettent en péril.

L'instauration d'un repas végétal dans la restauration collective (cantines, maisons de retraite, prisons), permettrait de promouvoir un mode de consommation éthique, qui soit bénéfique au climat, à la biodiversité et aux animaux.

- COMMENT ?

a. en réclamant l'annulation du décret et de l'arrêté sur la restauration scolaire,

b. en instaurant un repas végétal dans la restauration collective,

c. en élaborant des actions pédagogiques et éducatives destinées à promouvoir ce repas végétal.

Cette alternative à l'alimentation carnée constitue un changement de paradigme puisque le choix d'un repas végétal permet de lutter contre la destruction du vivant : « La paix avec le vivant commence dans mon assiette ».

« Rien n'est solitaire, tout est solidaire.
L'homme est solidaire avec la planète, la planète
est solidaire avec le soleil, le soleil est solidaire
avec l'étoile, l'étoile est solidaire avec la nébuleuse,
la nébuleuse, groupe stellaire,
est solidaire avec l'infini.
Ôtez un terme de cette formule,
le polynôme se désorganise, l'équation chancelle,
la création n'a plus de sens dans le cosmos
et la démocratie n'a plus de sens sur la terre.
Donc, solidarité de tout avec tout, et
de chacun avec chaque chose.
La solidarité des hommes est le corollaire
invincible de la solidarité des univers.
Le lien démocratique est de même nature
que le rayon solaire.
Et, comme le vrai ne vit sur un point
qu'à la condition de vivre sur tous,
pour que l'homme soit solidaire avec l'homme,
il faut qu'il soit solidaire avec l'infini. »

Victor Hugo
Proses philosophiques, Partie 2, l'Âme.

Références bibliographiques

- 1 : Voir le rapport de One Voice : *La production animale : le chaînon manquant dans les négociations sur le changement climatique*, One Voice, 2015.
- 2 : Les estimations du GIEC concernant les émissions mondiales provenant des transports étaient de 7,0 Gt eq. CO₂/an en 2010.
- 3 : Les émissions totales de GES des États-Unis ont été de 6,1 Gt eq CO₂ en 2011, d'après le World Resources Institute Climate Analysis Indicators Tool, consultable à l'adresse : <http://cait2.wri.org/profile/United%20States>
- 4 : Bojana Bajželj, Tim G. Benton, Michael Clark, Tara Garnett, Theresa M. Marteau, Keith S. Richards, Pete Smith et Milica Vasiljevic, « Synergies between healthy and sustainable diets » consultable à l'adresse : <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/635987-Bajzelj-Synergies%20between%20healthy%20and%20sustainable%20diets.pdf>
- 5 : M. Mekonnen et A. Hoekstra, « A global assessment of the water footprint of farm animal products », *Ecosystems*, 2012.
- 6 : Rob Bailey et al, « Livestock - Climate Change's Forgotten Sector: Global Public Opinion on Meat and Dairy Consumption », Chatham House, 2014, consultable à l'adresse : <http://www.chathamhouse.org/publication/livestock-%E2%80%93-climate-change%E2%80%99s-forgotten-sector-global-public-opinion-meat-and-dairy#sthash.h248xPZG.dpuf>
- 7 : Jennifer Jacquet et al, « Conserving wild fish in a sea of market-based efforts », *Oryx* 44 (1): 45 – 56, 2010.
- 8 : <http://fishcount.org.uk/fish-count-estimates>
- 9 : Voir à ce sujet Pierre Rabhi, *Manifeste pour la terre et l'humanisme*, Paris, 2011.
- 10 : Jennifer Jacquet et al, « Conserving wild fish in a sea of market-based efforts », *Oryx* 44 (1): 45-56, 2010.
- 11 : http://www.fao.org/nr/water/topics_scarcity.html
- 12 : Andrew Linzey, *Violences sur les animaux et les humains. Le lien*, One Voice, 2011.
- 13 : Fabrice Nicolino, Bidoche, *L'industrie de la viande menace le monde*, Paris, 2010.
- 14 : Voir à ce sujet, les excellents ouvrages *L'exigence de la réconciliation Biodiversité et société*, sous la direction de Cynthia Fleury et Anne-Caroline Prévot-Julliard, Paris 2012 et *Tout peut changer* de Naomi Klein, Paris, 2015.

© Crédits photographiques : Fotolia - Sumikophoto/ Debbie Steinhausser/Shutterstock.com - /Sarawut Kundej/Shutterstock.com - Fotolia - Ilya Akinshin/Fotolia - Sunny studio/ Fotolia - Anton Maltes/ D.R. / Fotolia-Kara/ Rich Carey/ Shutterstock.com/ D.R. / Fotolia-zarg404/ Vladimir Velnik/Shutterstock.com - Evgenii Zadireka/ Shutterstock.com.

Mise en page, graphisme : calandre.

Vivant



NON subventionnée : liberté de parole garantie !

Siège social : BP 41 - 67065 Strasbourg

Département administratif et missions : 38 rue Saint-Cornély - 56340 Carnac

02 97 52 57 00 - info@one-voice.fr - www.one-voice.fr